

# Bernard Sirieux reçu par Emmanuel Macron

**BTP.** Le président de la FRBTP se présente à sa propre succession le 8 juin. Dans quelques jours, il va s'entretenir avec le ministre de l'Économie pour lui demander davantage de moyens pour sa filière.

Une voie royale vers la réélection. C'est probablement le sentiment ressenti par Bernard Sirieux à l'issue de l'assemblée générale de la FRBTP (Fédération réunionnaise du bâtiment et travaux publics) organisée hier au golf du Bassin Bleu. Un tiers des administrateurs du syndicat patronal est renouvelé. Trois nouveaux venus intègrent cette liste. Le président de la FRBTP est aussi réélu. Cette étape accomplie, il va donc pouvoir briguer un nouveau mandat.

"Je suis candidat à ma succession, je n'ai pas changé d'avis. Y aura-t-il d'autres prétendants ? Je ne sais pas. J'ai rallongé les délais. Ils doivent s'inscrire dix jours avant le conseil d'administration", confie le patron d'Holcim. L'élection se déroule le 8 juin, jour du CA.

Dans moins de trois semaines, nous saurons s'il conserve ses fonctions occupées depuis 2012.

Très marqué à l'issue de la grève dans le BTP, mi-avril, le dirigeant semble très motivé

pour repartir au combat. Plusieurs sources indiquent que les administrateurs lui auraient demandé de se présenter à nouveau. Elles précisent qu'il devrait prendre sa retraite dans les prochains mois. De quoi lui laisser tout le temps de se consacrer à un éventuel nouveau mandat.

## RENDEZ-VOUS DÉBUT JUIN

En attendant, les travaux de lobbying se poursuivent à l'AG de vendredi. Le préfet, les députés Orphé, Naillet et Vlody, les représentants du conseil régional et départemental et le maire du Port ont été invités. Monsieur Sirieux veut que les engagements de la ministre de l'Outre-mer soient suivis d'effet après les assises du BTP du 22 avril dernier. Sa fédération professionnelle et celles de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane, doivent obtenir un rendez-vous à l'Élysée, à Matignon et au ministère de l'Économie début juin. Objectif : concrétiser des me-

sures pour la "survie des entreprises et des emplois du secteur."

Bernard Sirieux doit s'entretenir avec Emmanuel Macron, en personne. "On nous a dit que celui qu'il fallait voir c'était Macron. J'ai trouvé une filière pour le rencontrer. Ce rendez-vous doit se dérouler début juin," glisse-t-il au terme des prises de parole marathon des très nombreux orateurs. Ces discours permettent de rappeler les mesures demandées. "Baisser les charges sociales de 2 % dès 2016. Soit 8 millions d'euros. Débloquer les opérations en logement social et intermédiaire, simplifier et clarifier les règles de financement pour ces deux types de travaux", énoncent les représentants de la fédération régionale.

"Je suis très content de voir les députés car ces dossiers, c'est à Paris qu'il faut les défendre. Il en va de la survie des entreprises. J'attends beaucoup de l'État. La réponse de Georges Pau-Langevin va dans le bon sens mais nous n'avons pas encore eu de réponse ferme", relève M. Sirieux. Un message assurément bien en-



Le président de la FRBTP veut rester le patron du syndicat. Verdict le 8 juin. (photo T.S.)

tendu par les trois parlementaires présents.

Les présidentielles se profilent dans 11 mois et les législatives suivront juste derrière. Prendre en mains le dossier du

BTP, cela peut rapporter des voix. D'autant plus quand il s'agit de garder son siège au Palais Bourbon.

Thomas Selly  
tselly@jir.fr

## Les patrons se moquent des députés

Monique Orphé, Philippe Naillet et Jean-Jacques Vlody tentent de démontrer, hier, l'efficacité des mesures prises par le gouvernement pour relancer l'économie. Un vrai numéro d'équilibriste devant des patrons du Bâtiment et travaux publics. Des responsables dont on parie qu'ils n'ont pas forcément leur carte au Parti socialiste ni au Parti de gauche. Face à une assemblée, parfois moqueuse et incrédule, les députés évoquent le crédit d'impôt accordé aux entreprises ou le pacte de responsabilité. Un SAV gouvernemental visiblement insuffisant pour convaincre.

La députée lance pourtant un "ça va un peu mieux", en écho au "ça va mieux" du chef de l'État. La réflexion suscite les rires dans la salle. Mais elle ne démonte pas. Loin de là. "Je suis prête à en débattre, mais entre 2007-2012 et 2012-2017, ça ne va pas un peu mieux pour les entreprises ? Faisons la comparaison ! J'ai l'impression que certains disent que rien n'a été fait. C'est n'est peut-être pas suffisant mais des efforts ont été réalisés", réplique la parlementaire avant de céder la parole à Monsieur Vlody sans lui adresser un seul regard. Là aussi, on fait un pari : celui de dire que l'ambiance semble glaciale entre les deux élus.

T.S.

## Prix anormalement bas, fléau du BTP réunionnais

CAPEB. "On est dans une impasse" clame son président, Cyrille Rickmounie. La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment dénonce – une nouvelle fois – la pratique des prix anormalement bas dans le secteur du BTP réunionnais. "C'est devenu une culture" lance-t-il. Il n'hésite pas à comparer la filière BTP à une sorte de "paradis" qui mène les entreprises aux "enfers".

"Il y a des fournisseurs de matériaux de construction en position dominante. Ils peuvent s'entendre sur le maintien de tarifs vers le haut. De l'autre, des entreprises ont érigé la pratique des prix anormalement bas en une sorte de règle. Soit c'est la marginalisation, soit la disparition pour votre entreprise", poursuit Cyrille Rickmounie.

Face à cette situation la CAPEB lance un appel à l'État. La confédération demande la mise en

place de mesure d'urgence et d'accompagnement pour sauver leur "outil de travail".

Depuis 2009, 1 707 entreprises du BTP ont dû passer par la case tribunal de commerce. 423 ont été placées en redressement judiciaire et 1 284 ont été liquidées, selon les chiffres fournis par la CAPEB. "Avant 2008 (crise économique mondiale, ndlr), les commandes tombaient toutes seules. Maintenant, il faut se battre", avance Raymond Vaillingom, secrétaire général de la Capeb. En fin d'année, la confédération avait annoncé une "annus horribilis" pour 2016 dans le BTP. "C'est une nouvelle crise".

La pratique des prix bas sur le marché réunionnais a des conséquences comme la présence des majors sur les "petits marchés", la recrudescence du travail illégal et une hausse des malfaçons ou vices

cachés sur les constructions. La Capeb a identifié plusieurs solutions pour remédier à ces pratiques. Elle milite pour la création d'un observatoire des prix des matériaux. La question de la formation des artisans et dirigeants de petites entreprises est également avancée. "Cela va tirer le marché vers le haut. Cela va les aider à appréhender le mécanisme de faisabilité d'un prix" pense Cyrille Rickmounie. Si certains donneurs d'ordre ont commencé à jouer le jeu – de plus en plus de SBA (stratégie du bon achat) sont signés – il y a encore du travail, notamment sur la détection des offres anormalement basses. La Capeb milite pour une meilleure "retombée" de l'argent public à la Réunion, vers les petites entreprises et non vers les multinationales. "Il faut arrêter l'hémorragie".

J.D



«La filière du BTP ressemble à une sorte de paradis qui mène les entreprises aux enfers» pour la Capeb (photo S.L-Y)

## L'accord entre aconiers et transporteurs signé

MARITIME. Une négociation dans un "esprit serein où tous les participants ont donné des pistes de réflexions constructives", précise Nicolas Cheung-Ah-Seung. Le vice-président transports de Transport et logistique de France (TLF) a signé, hier, le protocole d'accord en présence de Patrick Cassagnabère, président de la commission transport de TLF, des représentants des trois aconiers (SGM, SAMR et Somacom) au siège portois du syndicat. Après l'action de deux jours au port Est, les professionnels recommencent à venir réceptionner leurs conteneurs. Demain aussi où l'enceinte reste exceptionnelle-

ment ouverte jusqu'à 21 heures. Le document contient une dizaine de points. Il prévoit notamment la mise à disposition d'un chariot cavalier appartenant à la SGM et à la SAMR, dans la semaine, la remise en service de cinq cavaliers par la SAMR d'ici 15 jours et l'acquisition respective par la SGM et la Somacom de quatre de ces équipements. Une commission va étudier la livraison sur rendez-vous pour récupérer. Le Grand port maritime va aussi travailler sur les nouveaux accès au port. Des avancées et de quoi satisfaire toutes les parties.

T.S.



L'accord prévoit de trouver des solutions pour limiter l'attente des camions lors de la réception des conteneurs.